

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°29 de la semaine du 14 au 20 juillet 2017
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

REGION

Les notations souveraines en tendance négative en Amérique latine. Durant la première moitié de l'année, Fitch a souvent revu à la baisse ses notations du risque souverain pour les pays d'Amérique latine. L'agence a abaissé la note du Costa Rica et du Suriname (BB- à B+ ; -2 échelons). Les perspectives pour le Suriname et de 4 autres pays dont l'Equateur sont négatives, ce qui pourrait se traduire par des dégradations à court terme. Par ailleurs, aucun pays ne présente de perspectives positives ce qui éloigne des possibles améliorations de note. L'unique action positive de Fitch a été d'améliorer les perspectives de la Colombie (BBB) de négatives à stables en raison de la réforme budgétaire et de la baisse du déficit courant et de l'inflation. Pour le Panama, elle a affirmé la note BBB avec perspectives stables.

BOLIVIE

L'investissement de 110 M USD pour la construction de deux centrales électriques éoliennes à Tarija et à Santa Cruz a été approuvé par Décret suprême par le gouvernement bolivien. Au total, les deux usines vont générer 45 MW d'énergie éolienne. A noter que, d'après le dernier rapport de l'institution d'énergie renouvelable de l'ONU, la Bolivie serait un des leaders en investissement en électricité éolienne à l'échelle mondiale.

COLOMBIE

Malgré des chiffres encore au rouge, la production industrielle et le commerce de détail affichent une légère reprise. En mai, la production manufacturière a reculé de -0,6% et le repli cumulé entre janvier et mai est de -1,3%. Le commerce de détail affiche un recul de -0,5% en mai (-1,4% entre janvier et mai). Ces mauvais chiffres sont à relativiser car, la production industrielle a progressé de +1,1% en g.a et surtout elle est enfin tirée par d'autres secteurs que l'industrie du raffinage (15 des 39 activités industrielles affichent des résultats positifs dont la production d'huiles ou la fabrication des pièces détachées pour véhicules) ; le commerce de détail affiche quant à lui un léger résultat positif en g.a. à +0.1%.

CUBA

Les exportations de produits pétroliers depuis le Venezuela vers Cuba ont chuté de 13% au 1^{er} semestre 2017 par rapport à la même période l'année dernière (passant de 83 000 à 72 000 bpj). Cette diminution est due en totalité à la réduction du volume de pétrole brut livré aux raffineries cubaines (-21% pour atteindre 42 000 bpj), tandis que celui des produits raffinés (combustibles) s'est maintenu autour de 30 000 bpj. En 2016, la diminution des livraisons de pétrole brut (-40% entre les 1^{er} semestres 2015 et 2016, passant de 88 000 à 53 000 bpj) avait été partiellement compensée par la hausse des exportations de combustibles (+105%).

EQUATEUR

Augmentation de l'emploi informel. Les chiffres de l'emploi montrent une baisse du taux de chômage qui atteint 4,5% en juin 2017, contre 5,3% en juin 2016. L'emploi formel a diminué : 40,1% de la population active a un emploi formel en juin 2017, contre 41% un an plus tôt. Le taux d'emploi informel a atteint 50,5% en juin 2017 contre 48% en juin 2016.

Accords avec les créanciers dans le secteur pétrolier. Le gouvernement équatorien a annoncé qu'un accord de paiement a été trouvé avec Schlumberger pour le paiement de 850 MUSD (dette totale 1 Md USD). Les dettes de Petroamazonas représentent 2,4 Md USD. Le ministère des Hydrocarbures souhaite réduire cette dette à 650 MUSD à court terme. Le ministre a signalé qu'il étudiait la possibilité de nouvelles préventes de pétrole (environ 10% de la production).

HAÏTI

Donation de 155 M USD de la Banque mondiale. Une enveloppe de 100 M USD destinée à la reconstruction à long terme après l'ouragan Matthew et une autre de 55 M USD pour prévenir les inondations urbaines et renforcer la résilience de six municipalités dans la métropole du Cap-Haïtien, c'est ce que prévoient les cinq nouveaux accords de don de la Banque mondiale à la République d'Haïti qui visent à améliorer les conditions de vie des habitants du Cap-Haïtien et des communautés affectées par l'ouragan dans les départements du grand Sud. Le portefeuille actuel de la Banque mondiale en Haïti s'élève à 869 M USD, dont 786,20 M USD financés par l'Association internationale de développement.

JAMAÏQUE

Changement de taux d'intérêt directeur de la politique monétaire et passage à un système d'enchères de changes. Suivant les recommandations du FMI, le gouvernement est passé du taux de dépôt à 30 jours (4,75%) au taux de financement à 1 jour (3,75%). Le taux d'intérêt directeur est de fait plus faible, ce qui laisse moins de marge de manœuvre

pour assouplir la politique monétaire puisque le taux directeur est négatif en termes réels. Ces mesures sont prises afin d'améliorer l'efficacité des politiques monétaire et de change. Sous ce nouveau système de change la Banque centrale vendra des devises, elle pourra fixer le montant mais pas le taux qui dépendra des offres d'enchères. Toutefois, les changements devraient accroître la transparence sur le marché de change.

Recettes supérieures et dépenses inférieures aux projections budgétaires pour les 2 premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 (avril-mars). Le déficit budgétaire s'établit à -32,9 M USD (contre -92,3 M USD pour la loi de finances) et l'excédent primaire atteint 121 M USD (contre 64 M USD budgété). Après avoir enregistré, en 2016, un excédent primaire à 8,5% du PIB (contre 7% attendu), le gouvernement poursuit ses efforts de consolidation budgétaire pour réduire la dette publique (125% Du PIB). Les pertes engendrées par le changement d'imposition sur le revenu (-6% en avril mai) ont été compensées par les hausses de recettes fiscales des ventes et des entreprises. Par ailleurs, les dépenses ont été 2,3% inférieures aux prévisions budgétaires d'avril mai. Les dépenses d'investissement ont été 27,7% inférieures aux projections.

PANAMA

Pour l'année fiscale 2016, l'Autorité du Canal de Panama (ACP) a enregistré des revenus de 2,483 Md USD, après 2,598 Md USD l'année précédente. De ces revenus, l'ACP a reversé 13 M USD à l'Etat et a payé 599 M USD en salaires à 9 785 employés, soit 25% des revenus. Pour l'année fiscale en cours, qui se termine le 30 septembre, le coût de la main d'œuvre est budgété à 671 M USD, soit une hausse de 12% par rapport à l'exercice précédent, qui peut s'expliquer par les ajustements réalisés par l'administration suite à la négociation des nouvelles conventions collectives.

PEROU

La Banque centrale (BCR) a baissé son taux directeur à 3,75%, sa deuxième baisse de 0,25 points depuis mai 2017. Face au ralentissement de l'activité économique et à l'absence de pressions inflationnistes, la BCR cherche à stimuler la faible croissance par le biais d'un crédit moins coûteux, visant une hausse de la consommation et de l'investissement. Ce nouveau taux directeur est compatible avec les prévisions d'inflation de cette année et de l'année prochaine, qui resteraient dans la fourchette cible (1-3%). La BCR n'exclut pas une nouvelle baisse pendant cette année ou au 1^{er} trimestre 2018.

Emission obligataire de 10 Md Soles (3,1 Md USD), à 15 ans, assortie d'un taux d'intérêt de 6,15%. Le gouvernement a réalisé avec succès cette émission obligataire, dont la forte demande des investisseurs internationaux a provoqué une baisse du taux d'intérêt, passant de 6,5 à 6,15%. Entre 60 et 70% des bons ont été achetés par des investisseurs étrangers (offshore), principalement états-unien et européens. Selon le ministère de l'Economie et des finances, la demande aurait été de 32 Md Soles (environ 9,8 Md USD). Le gouvernement a émis ces obligations afin d'échanger sa dette en devises contre une nouvelle dette en monnaie péruvienne, ceci améliorant le profil de sa dette.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Les transferts de fonds des émigrés atteignent 5,2 Md USD en 2016, selon Deloitte soit 7,3% du PIB. 70% proviennent des Etats-Unis et 15% d'Espagne. Le montant moyen par transaction est de 214 USD.

Le déficit structurel de la balance commerciale dominicaine a augmenté de 2% en 2016 et s'établit à 7,6 Md USD. Les exportations (9,8 Md USD) et les importations (17,5 Md USD) ont respectivement progressé de +4% et +3%. Malgré une dépendance commerciale importante vis-à-vis des Etats-Unis (49,8% des importations et 53,6% des exportations dominicaines), la diversification des partenaires se poursuit, notamment avec Haïti, la Chine, le Mexique et le Canada.

TRINITE ET TOBAGO

La dette publique augmentera à 65,8% du PIB en 2017 et à 75,7% en 2018 (contre 49,5% du PIB en 2015 et 61% en 2016), selon le FMI. Les chiffres du FMI ne s'accordent pas avec ceux du ministre des Finances qui avait projeté, en fin septembre 2016, une limite de 65% de la dette publique d'ici 2020. Dans son rapport, le FMI a toutefois rappelé que le pays jouissait du plus haut niveau du PIB par habitant dans la région caribéenne – 32 000 USD (en parité de pouvoir d'achat).

VENEZUELA (Source : presse panaméenne)

Le Venezuela chercherait à retirer ses actifs des Etats-Unis pour éviter la saisie de ses biens. Un tribunal étatsunien a tranché en faveur de l'entreprise canadienne Crystallex dans une nouvelle tentative de recouvrer les dommages générés par la nationalisation de sa mine d'or en 2008. En 2016, le Centre de règlement des différends relatifs aux investissements, de la Banque mondiale a octroyé 400 M USD à Crystallex pour compensation mais le Venezuela n'a pas procédé au paiement. L'objectif de l'entreprise serait de faire saisir Citgo, filiale de PdVsa, l'actif vénézuélien le plus important aux Etats-Unis.

Les réserves sont tombées à 9,986 Md USD, dans un contexte de faibles revenus pétroliers et de paiement des engagements sur la dette extérieure, soit le niveau le plus bas depuis 20 ans.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional